COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 29 DECEMBRE 1979 — N° 50 — PRIX : ANTILLES 1.50F, FRANCE 2F

Editorial

1980

QUEL HORIZON ?

Les années 80 apparaissaient depuis longtemps comme ce temps futur faste, prospère, ère où la technique serait pleinement au service de l'homme, où reculeraient aussi les perspectives des guerres et des destructions, de la famine et du sous-développement. «L'horizon 80» ; n'était-ce pas cet avenir que la propagande bourgeoise, les écrivains et journalistes à son service nous promettaient radieux ? Et bien voilà , nous y sommes à l'horizon 80 et, apparemment nous n'avons aucune raison particulière d'y voir l'avènement d'un quelconque âge d'or de l'humanité. Et pour cause : sous-développement, famines, guerres, destructions, sont le lot quotidien de millions d'hommes, victimes du capitalisme mondial qui, pour maintenir sa domination sur la planète engendre et entretient tout cela, voire même la perspective de guerre mondiale.

Force sera sans doute aux chroniqueurs, commentateurs et journalistes bourgeois de se rabattre maintenant sur l'horizon 2000 pour susciter l'espoir et l'optimisme dans la population et ainsi de suite. . . l'an 2000 sera donc la nouvelle borne témoin du bonheur à venir. . .

Mais le temps qui passe n'est pas, loin s'en faut, une espèce de marche progressive vers le bonheur. La nouvelle decennie comme les suivantes, peut être le début d'un temps meilleur, mais pire aussi ou semblable à ce que nous vivons aujourd'hui.

Pour les communistes révolutionnaires tout cela ne dépend pas du temps qui, par on ne sait quelle vertu, «assagirait» les hommes, mais du rythme et de l'intensité de la lutte des classes, de la lutte entre riches et pauvres, entre prolétaires et bourgeois.

Les années 70 furent marquées par le déclenchement de la crise, mais aussi par les conséquences des puissants mouvements ouvriers de 68 dans de nombreux pays. Une de ces conséquences les plus importantes fut l'apparition sur la scène politique de mouvements révolutionnaires nouveaux, décidés à changer le vieux monde. Leur existence, même faible, et minoritaire, est importante en ce sens qu'elle ouvre la possibilité que se créent de futurs partis révolutionnaires dans la classe ouvrière. Mais cela dépend encore des luttes des travailleurs. Et en ce sens, le pessimisme n'est pas de mise, car, partout, dans le monde, le prolétariat même s'il n'est pas à l'offensive se bat, résiste à la crise, à la pression capitaliste, que ce soit dans les grands pays capitalistes ou dans les pays sous-développés. Les luttes, les grèves, les manifestations de mécontentement sont multiples. La classe ouvrière des différents pays est intacte, et forte. C'est en elle et en sa capacité de combat et dans la conscience de sa tâche historique que résident pour les années qui viennent les véritables possibilités de changement et de renouveau.

Ariane: Du profit sur orbite

Ariane, la fusée «sol-sol» comme l'a dénommée ironiquement un grand quotidien français a fini par partir au 3ème essai.

Giscard a donc pu sortir son petit discours de félicitations préparé depuis déjà bien longtemps. Mais ils ont eu chaud les Giscard et Giraud ! L'image de marque de l'aérospatiale commençait à en prendre un coup, la presse, même gouvernementale commençait à ridiculiser les pouvoirs publics et le gouvernement. La fameuse «indépendance spatiale européenne» s'envolait d'autant qu'Ariane restait au sol ; toute la mise en scène autour de cet évènement style «cadeau de Noël aux français» s'effondrait, bref, c'était le bide, une première ratée. La confusion succédait à la gêne chez Giraud et les dirigeants politiques.

Mais le ridicule ne tue pas et tue encore moins les sociétés industrielles associées à la fabrication de l'engin. Car, de toutes façons, même si Ariane n'avait pas décollé du tout ou même si elle ne rapporte, maintenant qu'elle est partie aucun succès commercial, ces sociétés sont déjà assurées d'un apport financier non négligeable.

Dans cette affaire, pour les sociétés françaises comme la SNIAS, Matra, CLL-Honey-Well-Bull, Inter-technique ou Air Liquide, ce sont plusieurs milliards qui sont venus renflouer leurs caisses ; le coût total de l'opération avant lancement a été estimé à 4,292 milliards. . . Comme quoi le ciel est pour certains pavé de bonnes intentions.

FERMETURES D'USINES: QUAND LA GAUCHE SERT DE BEQUILLE...AUX CAPITALISTES

UN CADEAU ROYAL AUX CAPITALISTES

Le problème posé par la fermeture des usines sucrières et les prises de position qui les ont accompagnées mettent en lumière la politique de différents partis. En Martinique, le PPM et le PCM, en bons partis réformistes, ont déployé d'immenses efforts pour trouver une «solution» économique à la fermeture de Lareinty. Pour la faciliter, ils sont allés jusqu' à mobiliser la population du Lamentin. Et pour aboutir à quoi ? A la mise sur pied d'une société contrôlée par Cointreau (lequel souhaite depuis longtemps la mort de Lareinty !) et dont Hayot risque bien d'être aussi l'heureux bénéficiaire.

Le projet élaboré et proposé par le gouvernement favorise particulièrement le groupe Cointreau qui dans cette affaire se taille la part du lion. En effet, selon ce plan, le département et les communes devraient acheter 51 % du capital de la Cosurma, la société propriétaire de l'usine du Galion, c'est à dire en réalité Cointreau. . . . et ceci pour la modique somme de 1 milliard d'anciens francs. Le reste du capital serait réparti entre les planteurs, d'autres actionnaires, et Cointreau lui même qui aurait 30 à 35 % des actions. La Société d'Economie Mixte qui prendrait ainsi naissance serait donc pour une forte minorité dans les mains de Cointreau. Mais ce n'est pas tout. Cette Société d'Economie Mixte gèrerait une ou deux usines : soit Galion seul, soit Galion et Lareinty. Or la société de gérance qui serait créée à cet effet serait confiée à Cointreau, ou tout au moins sous le contrôle de ce dernier. Enfin Cointreau aurait également la gestion d'une société de transport qui devrait être créée pour assurer l'acheminement des cannes.



Le PCM manifeste pour réclamer la création d'une Société d'Economie Mixte pour gérer l'industrie sucrière.

N'est ce pas un cadeau royal qui est ainsi servi au groupe Cointreau, cadeau que le gouvernement lui fait tout en s'appuyant sur les revendications et les mots d'ordre lancés par la gauche martiniquaise ?

POSITION DES PARTIS DE GAUCHE

Car si PPM et PCM affirment qu'on a dénaturé leur projet initial, il n'empêche que ces partis qui ont défendu pendant des années le principe de la Société d'Economie Mixte, aujourd'hui encore s'accrochent à ce projet en le présentant comme la solution à tous les maux dont souffre l'économie martiniquaise.

Darsières, secrétaire général du PPM affirme : «Nous ne sommes ni dans un état indépendant, ni dans un état autonome. La seule solution que nous ayons est la création de la société d'économie mixte. Alors je suis partisan de la créer avec la participation du département, des communes et des particuliers.» (Le Progressiste du 12/12/79).

Quant au PCM, il propose tout simplement d'accepter la proposition gouvernementale,

Suite page 4

GUADELOUPE Ceux de Bata à nouveau en grève

Les employés des magasins BATA ont déclenché une grève d'avertissement d'une semaine, depuis le samedi 22 décembre. En fait, le mouvement durera un peu plus longtemps puisque les travailleurs ont décidé de ne reprendre le travail que le 2 janvier. La grève est suivie, aussi bien dans tous les magasins de Pointe-à-Pitre, qu'à Basse-Terre et à Capesterre, et un magasin d'articles de sport appartenant au même patron est lui fermé.

Les employés qui, rappelons le, avaient mené une longue grève en février et mars, qui s'était achevée par une victoire presque totale, avancent plusieurs revendications. Ils étaient convenus avec la direction de revoir les salaires au mois de novembre. Une réunion eut lieu où la direction proposa 12 % d'augmentation, pour une période allant jusqu'à novembre 80 ; les employés eux, demandent qu'on leur accorde 8 % et qu'une nouvelle négociation ait lieu en juin. Concernant l'ancienneté, la direction considère 12 ans comme un «plafond» au-delà duquel les salaires restent au même niveau ; les employés exigent que l'on tienne compte de l'ancienneté jusqu'à 25 ans.

Les employés sont d'autant plus déterminés qu'ils savent que la direction de BATA a les moyens : cette année, malgré la grève, l'entreprise a racheté les deux magasins du «Chat Botté». Par ailleurs, alors que le patron discute le bout de gras sur quelques %, il ne s'est pas fait faute d'augmenter le barème pour obtenir la «prime d'intéressement» : ainsi, pour toucher une prime de 105 F, chaque employé devra vendre au moins 32.000 F (plus de 3 millions anciens) de chaussures par mois au lieu de 29.000 F !

Le patron a essayé de se servir de la prime de fin d'année comme moyen de pression, en affirmant qu'il la paierait si les employés acceptaient les 12 % pour l'année. Mais ceux de BATA ne sont pas décidés à de telles pressions: ils ne reprendront le travail avant le 2 janvier que si le patron accepte leurs revendications, faute de quoi ils décideront en janvier des formes d'actions nécessaires pour que satisfaction leur soit donnée.

FANON: UN COMBATTANT ANTI - COLONIALISTE, MAIS PAS UN MILITANT SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE

L'article sur Fanon devait paraitre au début du mois de décembre, à l'occasion du 19ème anniversaire de sa mort. L'importance de l'actualité nous a obligé à en retarder la parution.

Fanon, militant anti-colonialiste et auteur de plusieurs ouvrages sur les colonisés et les luttes anti-colonialistes est mort le 6 décembre 1961.

19 ans après sa mort, la jeunesse intellectuelle, de nombreux militants des pays du Tiers Monde se souviennent encore avec vivacité de lui. Plus encore, ses livres, en particulier «Peaux Noires, Masques Blancs», «les damnés de la terre» et aussi «Sociologie d'une révolution» sont très lus. Ils sont aussi traduits en Anglais et étudiés dans les universités par les jeunes noirs américains.

Frantz Fanon, né en Martinique en 1925, était psychiatre. Médecin-chef de l'hôpital psychiatrique de Blida dans l'Algérie colonisée, il rentrera en conflit avec le colonialisme français et sera expulsé de l'Algérie en 1957. Opposant farouche et passionné au colonialisme et à toutes les conséquences que ce système d'oppression a eu sur des peuples entiers, il se jettera dans la lutte contre lui. A ce titre, il militera dans les rangs du FLN algérien et y aura même des responsabilités.

Frantz Fanon avait délibérément choisi le camp des opprimés. Il allait jusqu'au bout de son engagement. C'est ainsi qu'il avait coupé tout lien avec le colonialisme français, renonçant même à son identité française. Il se trouvait totalement du côté de la révolution algérienne.

C'est avec le même dévouement, la même sincérité qu'il s'engagera dans ses écrits. Décidé qu'il était à analyser et à expliquer toutes les horreurs, les méfaits et les conséquences du colonialisme sur les êtres humains, sur des populations entières, pour mieux faire comprendre aussi la nécessité de la révolte et de la lutte.

La période pendant laquelle Fanon se lie à la révolution algérienne et écrit ses livres (1957-1961), c'est la pleine période de la décolonisation. De nombreux pays ont entamé la lutte contre l'oppression coloniale ou semi-coloniale. En 1959, c'est la révolution cubaine. Les luttes nationales s'amplifient. En Asie, en Afrique et en Amérique Latine naissent et se développent des foyers de guerillas.

Fanon verra dans ces mouvements un immense espoir «de conduire l'humanité vers le bonheur».

De ce point de vue, son engagement moral, humain et militant du côté des peuples opprimés reste un exemple enthousiasmant qui est respecté à juste titre.

Fanon se place du côté des peuples du Tiers Monde pour leur libération nationale. Il leur propose de s'unir pour s'opposer à la domination économique de l'impérialisme. Il pense qu'ainsi ils constitueront un groupe de pression qui pourra obliger l'impérialisme à des concessions. Mais cette stratégie n'entraîne pas la disparition de la société bourgeoise impérialiste.

Fanon ne s'est pas donné les moyens théoriques et politiques d'aider les peuples du Tiers Monde à réellement changer le vieux monde.



En partant de sa propre expérience et des cas qu'il a pu analyser, Fanon généralise ses conclusions. Il conclut que la solution des problèmes des colonisés passe par une entente entre les pays du Tiers Monde. Car pour lui «il s'agit pour ce Tiers Monde de recommencer une histoire de l'homme». Il ne tient nullement compte des classes sociales et donc du rôle de la classe ouvrière dans la lutte contre le colonialisme mais aussi contre le mode d'exploitation capitaliste qui a engendré l'oppression coloniale et toutes ses tares.

Il se place sur le terrain du nationalisme. Et précisément sur ce terrain là, il ne peut y avoir d'entente durable entre les nations. Lorsqu'elle existe cela ne dure que tant que les intérêts nationaux ne sont pas en jeu. L'histoire de ces 20 dernières années dans les pays sous-développés, même ceux qui avaient fait une révolution radicale, fournit de nombreux exemples de lutte entre pays du Tiers Monde.

Fanon affirme que dans les pays colonisés le prolétariat «conducteurs de tramways, de taxis, mineurs, dockers, interprètes, infirmiers, etc. . . par la place privilégiée qu'ils occupent, dans le système colonial, constituent la fraction «bourgeoise» du peuple colonisé». . . Et qu'au contraire «dans les pays colonisés seule la paysannerie est révolutionnaire».

A ce titre, le combat auquel Fanon lui-même a participé, la révolution algérienne, s'il a permis de chasser le colonialisme français, n'a pas abouti à un état dirigé et contrôlé par le peuple, encore moins à la disparition de toutes formes d'inégalité. Il a abouti à un état qui n'était nullement contrôlé par les «masses rurales». Certes, des milliers de paysans ont rejoint la lutte et y ont consenti des sacrifices importants. D'autres,plus nombreux,ont soutenu les combattants.

A ce moment là, dans la lutte, ils pouvaient avoir un certain droit de regard sur les actes des dirigeants. Mais après la lutte, les paysans sont retournés à leurs travaux, dans les campagnes. Il n'était pas question pour eux d'avoir un contrôle sur l'appareil d'état. D'ailleurs, l'appareil d'état a été constitué à la fin de la guerre, par des militaires, en dehors de tout contrôle des masses paysannes.

C'est le propre des mouvements tels que celui prôné par Fanon, de construire un appareil d'état dont l'ossature est l'armée. Cette armée étant toujours prête à se retourner contre les masses si celles-ci ont la volonté de faire de la victoire, «leur victoire».

C'est ce qui s'est passé en Algérie. La paysannerie dont Fanon dit qu'elle est la classe révolutionnaire n'a pas pris le pouvoir. Et elle ne pouvait pas le faire. Pour la raison simple que le siège du pouvoir est dans les villes. La paysannerie par définition, ne peut pas être présente sur les lieux d'exercice du pouvoir.

Et même pour voir satisfaites ses revendications, pour avoir la garantie que le pouvoir soit démocratique vis à vis d'elle, la paysannerie ne peut se fier qu'à un état qui soit celui d'autres exploités, celui de la classe ouvrière.

C'est aussi cette classe qui peut avoir une politique qui mette fin réellement à l'existence même de l'impérialisme. Car même si la domination directe a cessé, il n'empêche que le pillage impérialiste continue. Pour y mettre fin, c'est à d'autres ouvriers, vivant au cœur de l'impérialisme, qu'il faut faire appel. C'est ce que refuse Fanon. Il n'a que mépris pour les ouvriers du Tiers Monde, et mépris encore plus grand pour ceux des pays impérialistes.

La voie choisie et prônée par Fanon ne permet pas de mettre fin à la domination impérialiste car elle écarte la classe qui seule peut y parvenir, la classe ouvrière.

Fanon n'envisage pas ainsi le combat à mener et se trouve donc en dehors de la voie socialiste.

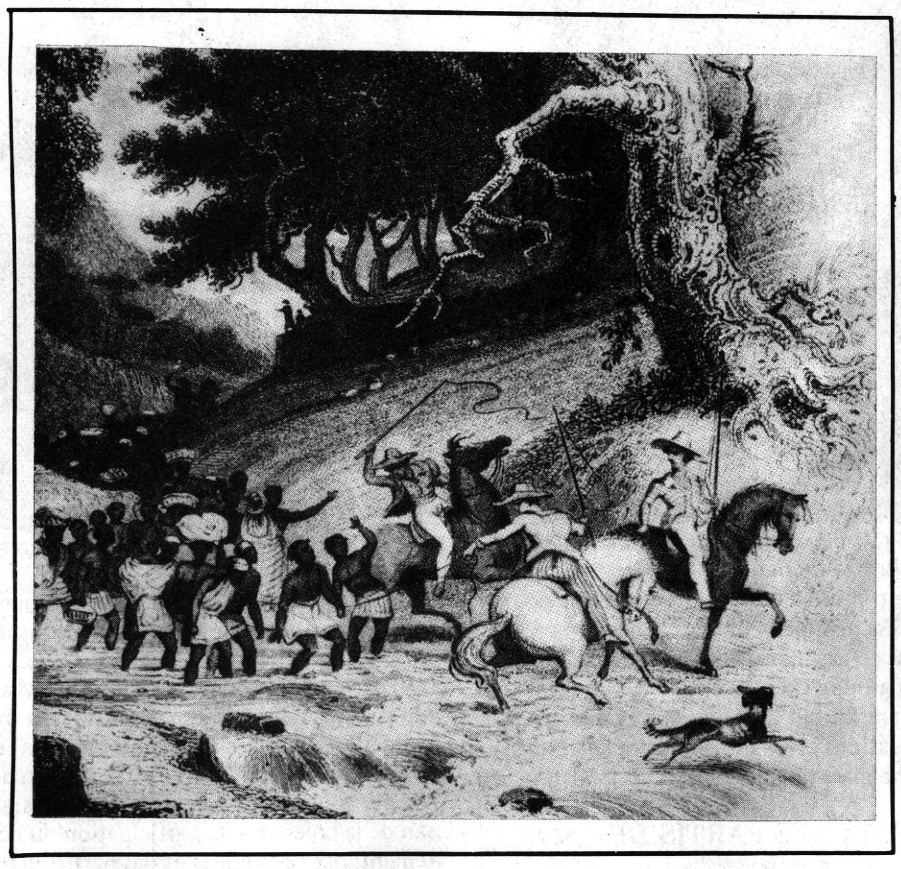
C'est pourquoi nous rejetons et combattons les thèses de Fanon, les solutions et les «modèles» qu'il propose dans la lutte anti-colonialiste.

Au moment de la décolonisation, les ouvrages de Fanon ont servi à des centaines d'intellectuels, de dirigeants nationalistes, de base théorique. Et jusqu'à présent, ces thèses sont reprises dans ce milieu. Ainsi Fanon n'est pas seulement un écrivain engagé qui défend des thèses fausses. Il a servi de maître-à-penser à plusieurs générations de militants pour qui il a théorisé les thèses tiers-mondistes et populistes. En ce sens il porte bien une responsabilité dans la diffusion des idées nationalistes.

Si nous comprenons que la vie de militant engagé dans la lutte anti colonialiste puisse provoquer l'enthousiasme de nombreux jeunes il est d'autant plus important pour les socialistes révolutionnaires de démystifier ses thèses et de les combattre réellement.

Marianne TIBUS

RACINES : LE MARRONNAGE



Les épisodes suivants de «Racines» ont montré les tentatives de fuite du jeune Kounta Kinté, tentatives qui se sont soldées chacune par un échec. Au cours de la dernière,rattrapé après plusieurs jours, on lui tranche le pied pour empêcher tout nouvel essai de fuite. Désormais, Kounta Kinté, devenu infirme ne sera plus que Toby, esclave de maison, il se mariera et aura une descendance.

Le troisième et le quatrième épisodes auront donc l'intérêt de soulever le problème du marronnage, c'est à dire de la fuite des esclaves hors de la plantation. Ce phénomène a été général dans les colonies d'Amérique. Ainsi, le même mot qui signifie «fugitif» se trouve sous une forme presque identique en espagnol (cimarron), français (marron) et anglais (marroon). Mais selon la colonie, ce phénomène aura une extension de plus en plus grande. Dans certains endroits, cela ne dépassera pas le stade individuel, tandis qu'ailleurs on aura de véritables états noirs en Amérique.

Mais, des champs de coton de l'Alabama aux Etats-Unis, jusqu'aux plantations de cacao et de sucre du Nord-Est du Brésil (région de Bahia), les motivations étaient les mêmes : face aux mauvais traitements et aux sévices infligés par les maîtres et les responsables des plantations, la fuite était le seul recours qui restait aux esclaves les plus courageux et les plus décidés. Il aura fallu toute la propagande des esclavagistes pour que le mot «marron» change de sens et signifie tout simplement «brigand» ! Et effectivement, pour le planteur des Caraïbes, l'esclave qui marronait était un brigand, de même qu'aujourd'hui, le gréviste qui occupe son entreprise viole le droit de propriété de son patron : dans les deux cas, il s'agit de la lutte des exploités et des opprimés contre leurs exploiteurs et leurs oppresseurs.

Dans le marronage, on peut opposer deux sortes de cas, celui du Surinam et de la Jamaïque, d'une part, par exemple, celui des Etats-Unis de l'autre.

Dans le premier type de cas, deux faits ont rendu sans doute plus facile l'évasion des esclaves : un territoire assez vaste et un pourcentage de blancs assez faible. Ces deux conditions rendaient le contrôle des colons beaucoup moins effectif. Un esclave pouvait préparer d'autant mieux sa fuite sans se faire remarquer, aller le plus loin possible avant que l'on constate son absence et s'installer dans un endroit suffisamment isolé sans que l'on ne le trouve. Dans les territoires qui permettaient de telles facilités, les fugitifs se regroupaient assez vite en bandes et faisaient régner la terreur sur les plantations isolées. Ainsi, en 1789, à la veille de la Révolution française, la colonie de Saint-Domingue comptait, sur 500.000 habitants au total, environ 3.000 «nègres marrons» qu'aucune mesure de police n'avait réussi à réduire.

Certains parmi eux allaient être le fer de lance de la révolution anti-esclavagiste qui se terminera par l'indépendance de la colonie devenue Haïti.

Ailleurs, au Surinam (Guyane hollandaise) ou en Jamaïque se formaient des royaumes nègres qui s'opposèrent victorieusement à toutes les attaques des colons et de l'armée. Ces fugitifs sont à l'origine des tribus dénommées Bonis et Bosh de la forêt guyanaise. En ce qui concerne la Jamaïque, les esclaves révoltés, au bout de 50 ans de lutte obtinrent en 1739 la confirmation de leur liberté ainsi que 75 hectares de terre chacun. En échange, ils s'engageaient à livrer les nouveaux fugitifs ! Ce dernier trait montre bien que la solidarité raciale n'existait pas non plus dans ce cas là.

A l'opposé se situe le cas des Etats-Unis. Dans les états du Sud où était pratiqué l'esclavage jusqu'en 1865, un quadrillage permanent du territoire et une forte proportion de blancs rendaient le marronage difficile. Etant plus nombreux, (ils formaient bien souvent un tiers de la population contre seulement un dixième à la Guadeloupe par exemple) ils contrôlaient mieux les esclaves qui ne constituèrent pratiquement jamais de menace organisée contre leurs maîtres. L'issue du marronage était le nord où se trouvait un mouvement abolitionniste puissant au 19ème siècle. Ainsi de 1830 à 1860 plus de 40.000 esclaves purent quitter le sud et trouver leur liberté dans les états du nord des Etats-Unis.

Le simple fait que les esclaves risquaient leur vie dans l'entreprise dangereuse qu'était le marronage montre amplement que le système esclavagiste devait être combattu et détruit.

Jacques BRUEL

SOUTIEN AUX MILITANTS INDEPENDANTISTES POLYNESIENS

De lourdes peines avaient été prononcées contre sept militants indépendantistes polynésiens, inculpés depuis février 1977. Ces peines allaient de 5 ans de prison à 18 ans et 20 ans de travaux forcés. Les inculpés se sont pourvus en cassation et cette cour de cassation vient de casser le jugement. Il y aura donc un nouveau procès, cette fois-ci en France, à Versailles.

Rappelons que ces militants indépendantistes sont accusés d'avoir manifesté leur mécontentement en 1977 contre les essais thermonucléaires français dans le Pacifique. Ils sont aussi tenus pour responsables de certains attentats qui ont fait une victime. Le gouvernement français veut faire payer très cher aux indépendantistes polynésiens le fait qu'ils contestent le pouvoir colonial, d'autant plus qu'une fraction non négligeable de la population les soutient. Il n'a pas hésité à utiliser les travaux forcés, peine qui existe toujours dans certains territoires d'outre-mer comme en Polynésie. En Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, de nombreux militants anti-colonialistes ont aussi connu la répression. Ils ont pu imposer leur libération grâce à la mobilisation qui s'était faite lors de leur procès, tant aux Antilles qu'au sein de l'émigration antillaise en France.

Nous, travailleurs antillais, et en particulier dans l'émigration, nous devons nous mobiliser le jour du procès à Versailles pour porter notre soutien aux militants polynésiens.

POUR LE GOUVERNEMENT, TOUTE VERITE N'EST PAS BONNE A DIRE

Jeudi 20 décembre, Roger Fressoz et Claude ANGELI, directeur et rédacteur en chef du «Canard enchainé», hebdomadaire satirique français, viennent d'être inculpés de recel de documents administratifs volés.

Cette inculpation fait suite à l'arrestation d'un ancien vacataire de la comptabilité publique chez lequel il avait été trouvé les photocopies des feuilles d'impôts de Giscard, de Dassault et du Baron Empain, dont le «Canard enchainé» avait une partie. Ces responsables risquent de 1 an à 5 ans de prison et une amende - ce qui est plus probable - de 5 000 frs.

Cette inculpation est un prétexte. Le gouvernement cherche en réalité à sanctionner le «Canard enchainé» pour la publication de documents sur l'affaire des diamants.

Voilà donc ce que vaut la liberté de la presse. Tous les moyens sont bons pour le gouvernement pour réduire au silence la presse qui n'est pas aux ordres.

ALLOCATIONS-CHOMAGE AUX ANTILLES: UNE NOUVELLE PUBLICITE ELECTORALE

Le gouvernement français vient de décider d'étendre aux DOM, le système d'indemnisation du chômage en vigueur en France.

Dans des pays comme les nôtres qui comptent chacun 90.000 chômeurs partiels ou totaux, une telle mesure pourrait soulager bien des misères.

Mais il faut savoir qu'en réalité bien peu de gens bénéficieront réellement de ces allocations chômage. La presque totalité des chômeurs aux Antilles ne sont pas répertoriés en tant que tels. De plus, pour bénéficier de ces allocations il faut vérifier une série de conditions qu'aucun chômeur moyen des Antilles ne peut remplir.

Et quand bien même cette mesure pourrait profiter largement aux chômeurs, elle ne serait qu'un pis aller. En aucune façon verser des allocations chômage ne peut contribuer à diversifier, à réorganiser l'économie de nos pays déformés par des siècles de domination coloniale. Cette décision concernant l'allocation chômage, même si elle touchait la majorité des chômeurs, dans la mesure où elle n'est accompagnée d'aucune mesure complémentaire ne modifiera pas sensiblement la situation de dépendance où se trouvent les Antilles.

Mais tout cela n'empêchera pas le gouvernement français et ses sièges locaux de se gargariser quant à la générosité de la mère patrie.

C'est là l'objectif réel de cette mesure : donner aux politiciens des armes pour tenter de racoler des voix pour les futures élections présidentielles.

GUADELOUPE

TELEVISION



Samedi 29 décembre

Pour les petits (et certains grands !)
HANS CHRISTIAN ANDERSEN
ET LA DANSEUSE
Une histoire sur l'auteur de tant d'histoires pour enfants (La petite sirène. . . . . etc.)
A 14h47

MAGIE OU PASSE-PASSE avec Majax
A 18h18

RACINES sera suivi d'un débat.
A 20h

Dimanche 30 décembre

WESTERN : «Le dernier train de Gun-Hill»
A 17h57
Un bon film avec de bons acteurs (Kirk Douglas, Anthony Quinn...)
Film de la soirée : «Les Canons de Navaronne»
Film de guerre - très prenant : suspense - action et tous les ingrédients du genre. On s'ennuie pas!

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

MARTINIQUE

ECHOS DE METALLURGIE

Quelques précisions après l'accident du pont roulant à la Socaltra. . .

SOCALTRA : UN INGENIEUR D'UNE NEGLIGENCE CRIMINELLE

Le matin même de l'accident, des délégués sont allés voir le directeur technique pour lui signaler que la commande du pont ne fonctionnait pas.

Celui-ci leur a répondu qu'il «venait dans un quart d'heure» !

Nous l'attendons encore !

LA DIRECTION N'A AUCUN SOUCI DE NOTRE SECURITE

Trois mois auparavant, des techniciens envoyés par les services de prévention des accidents du travail, avaient mis en demeure la direction d'effectuer les réparations sur l'ensemble des machines défectueuses. Mais rien n'a été fait.

La direction préfère sans doute payer un peu plus à la Sécurité Sociale en cas d'accident plutôt que d'investir dans du matériel neuf. . . Ses profits passent avant tout.

SOCALTRA : LE DIRECTEUR : HOMME DES CASERNES. . . OU HOMME DES CAVERNES ?

Notre directeur a une tendance fâcheuse à se comporter en véritable adjudant de caserne. Cris, vociférations, hurlements, sont sa manière habituelle de «parler» lorsqu'il se trouve en réunion. Ainsi lors de la réunion du comité d'entreprise, il interpelle grossièrement ses deux adjoints directeurs, ou ordonne violemment le silence à un délégué ouvrier, comme s'il était à ses ordres ! En réunion paritaire il crie, gesticule et tape du poing sur la table. . . sans doute pour essayer de mieux faire comprendre son opposition aux propositions ouvrières !

Ce comportement primitif n'a aucune chance de nous impressionner et Monsieur le Directeur dépense beaucoup d'énergie pour rien. S'il se prend pour un adjudant de caserne, nous ne sommes pas prêts, pour notre part, à nous mettre au garde-à-vous !

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE

DU TRAVAIL POUR LES AGENTS SAISONNIERS

La direction refuse de remplacer les agents en congé et en même temps des dizaines de travailleurs défilent au bureau du personnel pour trouver un emploi même de courte durée.

La direction qui se vante de faire «du social», renvoie ces dizaines de travailleurs qui effectuaient auparavant des remplacements.

Voilà donc la politique actuelle de la direction : surtravail pour les titulaires, refus d'embauche pour les temporaires.

A BARBE 2

Trois agents sont absents, 2 AS et 1 ASH. Il faut dire que l'effectif d'AS est déjà très insuffisant dans ce service et celui d'ASH, ridiculement bas.

Cette situation n'a pas l'air de géner outre mesure la direction puisque ces 3 agents ne sont pas remplacés.

Les malades se plaignent à juste titre que leurs chambres ne sont pas nettoyées. Mais la direction pour ce «service réduit» touchera le même prix pour leur journée d'hospitalisation.

A LA CUISINE DE CIVIL

Il y a un agent absent pour 12 jours à cause de congé de maladie.

Les agents en service sont donc bousculés et mettent plus de temps à faire et à livrer les repas aux services.

Face à ce problème, la réponse de la direction a été de conseiller de faire des repas plus faciles à préparer.

Encore une fois, ce sont les malades et le personnel qui trinquent.

UNE DIRECTION PARTICULIEREMENT CYNIQUE.

Au CHFF, tout le monde sait qu'il y a en ce moment un problème commun à tous les services : le non remplacement des agents en congé.

La direction va jusqu'à dire qu'elle a préféré pénaliser le personnel plutôt que de faire souffrir les malades en réduisant leurs médicaments et en réduisant leurs repas.

Quel bel exemple d'hypocrisie et de cynisme.

DONT LES CHOIX SE RETOURNENT CONTRE LES MALADES.

Nous savons tous qu'avant son soi-disant déficit, les médicaments manquaient déjà et que la nourriture avait diminué.

La direction ne peut tout de même pas diminuer encore sur ces deux points, car cela signifierait la suppression pure et simple des médicaments et des repas. Alors elle veut se donner le bon rôle quant au choix qu'elle a fait mais en fait, en plus des médicaments et de la nourriture, le malade est maintenant pénalisé dans ses soins puisque nous sommes moins nombreux à les dispenser.

FORT DE FRANCE SECURITE SOCIALE L'OEIL DU MAITRE

Pour signaler son arrivée dans son nouveau bureau de la Caserne Bouillé, le sieur Vivin sort sa «peau de banane».

Voilà qu'il pond une note de service invitant les agents à être à l'heure, à signer au plus 5 minutes après la rentrée la feuille d'émargement, et à se conformer à de nouvelles normes disciplinaires.

On voit là toute la méfiance de Mr Vivin qui ne voudrait surtout pas que les travailleurs prennent exemple sur lui et ses amis de la direction en arrivant systématiquement en retard.

Quant à nous, toujours dans un souci «d'efficacité», souhaitons qu'il ait l'œil aussi sur nos conditions de travail. Par exemple : pour être moins à l'étroit, des locaux plus grands, et pour supprimer les débordements sur le temps de travail, l'embauche de personnel nouveau.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE A PITRE : A QUAND UN SELF A RICOU ?

A Ricou, il nous faut tenir le coup pendant huit heures de travail avec le secours d'un sandwich seulement, que nous achetons devant l'hôpital.

La direction n'a pas encore trouvé utile d'ouvrir un self à Ricou. Il faudra nous battre, et obliger la direction à trouver une solution à ce problème crucial. Rochard, Boquet, Bindant, Louis ne restent pas sans manger pendant 8 heures d'affilée. Alors, pourquoi nous ?

Unissons-nous et luttons tous pour que nos revendications aboutissent et que la direction comprenne qu'à Ricou, nous ne sommes pas des robots qui travaillent sans manger.

LES EFFECTIFS DIMINUENT . . . PAS LE PRIX DE LA JOURNEE !

La direction vient de publier des propositions de prix de journée de 1980. Les augmentations par rapport à l'année écoulée sont considérables : 17,5 % en moyenne. Le seul service où le prix reste stable est l'hémodyalise, mais la pédiatrie, service qui a un nombre de lits beaucoup plus important tient la tête avec 40,39 % d'augmentation !

Voilà à quoi aboutit la politique de restriction budgétaire du pouvoir colonial : à faire payer par les malades les insuffisances des crédits. Et c'est particulièrement scandaleux, quand on sait que, faute de personnel nécessaire, la qualité des soins prodigués aux malades, l'attention, que nous, personnel soignant, pouvons leur accorder ne peuvent qu'aller en se dégradant.

GROSSE - MONTAGNE : CE SONT DES SALAIRES PLUS ELEVES QUE NOUS DEVONS EXIGER !

Comme l'an dernier, à la même époque, nous réclamons une prime de fin d'année de 700 frs.

Mais nous serons obligés tout comme l'année dernière de nous battre pour obtenir cette prime.

De plus c'est la direction qui décide en dernier ressort si elle nous l'accorde ou pas.

Or, si nous réclamons une prime de fin d'année, c'est que nos salaires sont nettement insuffisants.

Avec un salaire mensuel plus élevé, peut-être aurions nous pu nous passer de la prime de fin d'année.

Alors, au lieu de nous battre seulement pour la prime de fin d'année, c'est l'intégration de cette prime dans notre salaire qu'il faut exiger.

SAINTE-LUCIE

Opposition au sein du gouvernement

La crise politique semble s'accentuer à Sainte-Lucie, entre les partisans d'Allan Louisy, le premier ministre, et ceux de George Odlum, le vice-premier ministre. Cette crise n'est à la vérité pas une surprise, car elle était déjà latente dès le 1er juillet, date à laquelle le Labour Party (parti travailliste) auquel appartiennent les deux hommes, avait remporté les élections aux dépens de John Compton, l'ancien premier ministre.

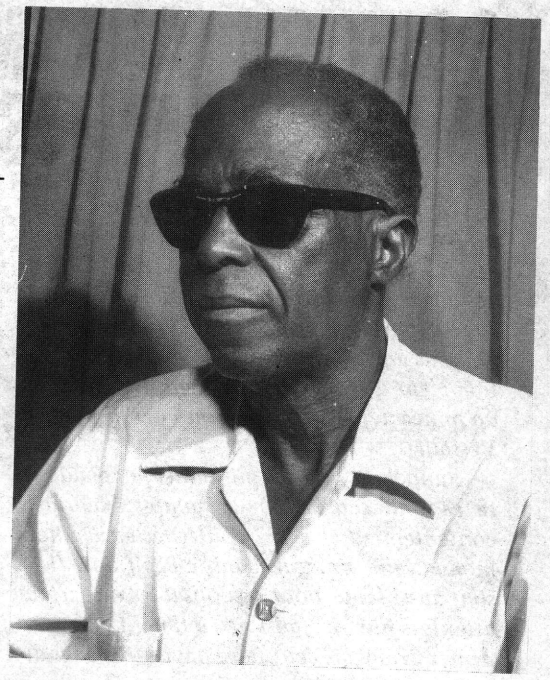
Dès cette époque, en effet, l'incertitude régnait quant à savoir qui, des deux hommes, allait devenir premier ministre. Ce fut finalement Allan Louisy, plus âgé et leader en titre du parti qui fut désigné à ce poste. Mais George Odlum, à la tête d'une fraction considérée comme plus radicale, apparaissait déjà comme «l'homme fort» du parti travailliste, et on lui donna le titre de vice-premier ministre. Une telle solution était évidemment un compromis, destiné à contenter les uns et les autres. Un tel équilibre ne pouvait être que fragile.

Aujourd'hui, il semble que George Odlum se sente plus sûr de lui, et la crise est à ce point avancée qu'il aurait donné à Louisy jusqu'au premier janvier, c'est-à-dire quelques jours, pour remettre sa démission.

Mais tout laisse penser que Louisy n'est pas décidé à abandonner son poste aussi facilement, et sans doute dispose-t-il de soutiens pour le conforter dans cette position : sinon à l'intérieur du pays et de son parti, du moins à l'extérieur, au niveau des régimes dits «modérés» de la Caraibe (Barbade, Saint Vincent, Trinidad) et de l'impérialisme américain lui même. Odlum est en effet considéré comme pro-castriste, ce qui inquiète fort certains milieux qui ne cessent de parler de prétendues tentatives de mainmise cubaine sur la Caraibe (voir à ce sujet l'un des derniers numéros du journal «Le Point»). Après la chute du dictateur Gairy à Grenade, les impérialistes et leurs partisans craignent de voir d'autres états de la Caraibe suivre cet exemple.

Odlum appartient en effet à la même famille politique que le grenadien Maurice Bishop ou les dirigeants du DLM à la Dominique. En fait, la menace qu'ils feraient planer sur les intérêts impérialistes dans la région est incintestablement grossie et, en grande partie, surfaite. Car s'ils emploient un langage radical parfois, ils n'en représentent pas pour autant les intérêts de la classe ouvrière de leurs pays. Cependant, le simple fait qu'ils veulent prendre quelques distances vis-à-vis de l'impérialisme suffit pour que celui-ci s'irrite de leur présence au pouvoir, et cherche à les en écarter, afin de continuer à régner sans partage sur toute la région.

Max RODON



Allan Louisy

La gauche sert de béquille . . . aux capitalistes

SUITE DE LA PAGE 1

qu'il qualifie de «compromis» Un «compromis» qui laisse, dit-il, «aux masses martiniquaises la possibilité d'intervenir. . . pour imposer dans un premier temps les meilleures conditions possibles pour la collectivité martiniquaise dans la gestion aux côtés de Cointreau, de la société d'économie mixte. . . et dans un deuxième temps pour permettre à la collectivité martiniquaise d'assumer pleinement la gestion de la société d'économie mixte».
(Justice du 13/12/79).

LA GAUCHE AU SECOURS DES CAPITALISTES.

Le projet gouvernemental envisage également la fermeture possible de l'usine de Lareinty au profit de l'usine du Galion. On sait la mobilisation qu'a impulsée le PCM, et dans une moindre mesure le PPM, pour la réouverture de l'usine de Lareinty. L'annonce récente faite par le gouvernement du fonctionnement de cette usine pour la prochaine récolte a été accueillie par ces partis comme une victoire, fruit des manifestations, des actions en tous genres qui ont été menées sur ce mot d'ordre. La municipalité du Lamentin, le Conseil Général, le Conseil Régional ont accepté de fournir une partie des sommes nécessaires à la remise en marche de l'usine. La banque du Crédit Martiniquais avancera ces fonds pour engager la campagne. Il reste maintenant pour que l'usine fonctionne que la SICA des planteurs du Centre et du Sud parvienne à rassembler la somme de 100000 Francs par l'intermédiaire d'actionnaires, que ce soit les planteurs eux-mêmes (60 % du capital) ou des particuliers (40 %).

Le PCM lance un vibrant appel pour que «les martiniquais désireux d'apporter leur contribution à la réouverture d'une usine vitale pour l'emploi et pour l'avenir de l'industrie sucrière martiniquaise achètent des actions, et ceci dans les délais les plus rapides». Car sinon, affirme le PCM «les autorités administratives s'empresseraient alors - et à juste titre - de proclamer la mauvaise volonté des martiniquais qui délaisseraient ces actions à 200 F» (Justice du 20/12/79.

Pendant que le PCM lance sa campagne effrénée pour l'achat des actions de la SICA, afin que celle-ci puisse être bientôt en mesure de remettre l'usine en route, Monsieur Hayot se frotte les mains. Ne déclarait-il pas en effet le 21 novembre dans France-Antilles «Dans cette nouvelle SICA, je ne serai ni plus plus, ni moins qu'un actionnaire comme les autres. Mais je voudrais tout de même préciser un point important, c'est que je resterai, et de très loin, le plus gros fournisseur de cannes du Lareinty. J'en livrerai près de 50% du total traité par l'usine. En somme, c'est parce que je fournirai des cannes au Lareinty que l'opération SICA est possible et que l'on peut envisager de remettre l'usine en route».

Tout ceci montre qu'essayer, comme le font PCM et PPM, de remettre sur pied une industrie contrôlée par des capitalistes, avec des terres qui appartiennent à des capitalistes, dans le cadre d'un système qui est celui des capitalistes, ne peut aboutir qu'à des solutions en faveur des capitalistes, et non des travailleurs. Car ce sont les capitalistes qui dominent l'économie, c'est en fonction de leurs seuls intérêts qu'est organisée l'ensemble de la société, c'est obligatoirement à leur service qu'intervient toujours l'état.

LA POLITIQUE DE COLLABORATION DE CLASSES: UNE IMPASSE

Sous le prétexte de «sauver l'outil de travail des travailleurs», de préserver l'emploi, la gauche pratique (et cela n'a rien d'étonnant !) une politique de collaboration de classe. Elle s'attache, en s'appuyant sur les travailleurs, à prolonger un système qui ne peut vivre que par leur exploitation. Elle cherche des solutions pour replâtrer l'économie des capitalistes. Elle veut «sauver» des entreprises que ceux-ci ont abandonnées parce qu'elles ne produisaient pas de profits suffisants. Mais dans une telle voie, la gauche ne peut que servir de béquille au sytème capitaliste, elle ne peut que se faire auxiliaire des capitalistes. Car elle ne remet pas en question ce système capitaliste lui-même mais essaie, au contraire, d'en colmater les brèches. Et lorsqu'elle appelle les travailleurs à «sauver l'industrie sucrière», en réalité il s'agit de les mobiliser pour renflouer le système existant. Elle les entraine à perpétuer un état de choses qui ne peut aller que contre leurs intérêts, même s'il parait leur apporter dans l'immédiat des solutions. Cette politique «économiste», de collaboration de classe ne peut qu'amener les travailleurs dans des voies de garage. Et de la part du PCM et du PPM elle montre à quel point ces partis tout en s'appuyant sur les travailleurs, n'ont d'autres solutions à proposer que celles qui restent dans le cadre de la société capitaliste.

POUR UNE POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

Le rôle d'un parti révolutionnaire des travailleurs au contraire ne serait pas de chercher à la place des capitalistes des solutions pour remettre en route leur économie défaillante. Il serait au contraire d'amener les travailleurs à prendre conscience qu'il faut détruire ce système de fond en comble et qu'il faut remplacer par un autre système contrôlé de bout en bout par les travailleurs eux-mêmes.

S'il y a une lutte à mener, elle n'est pas pour remettre sur pied des entreprises défaillantes de ce système capitaliste, ce qui ne peut, de toute façon, profiter qu'à des capitalistes, comme on le voit actuellement avec l'affaire du Lareinty et de la Société d'Economie mixte. Cette lutte remettrait en cause la propriété privée de ces capitalistes, leur système tout entier organisé dans leurs seuls intérêts,

C'est là toute la différence entre la lutte menée dans une optique de collaboration de classe, une optique pauvrement réformiste telle que la propose actuellement la gauche, et une lutte qui s'appuie sur une mobilisation contre la classe capitaliste avec des objectifs qui remettent en cause les sacro-saints droits à la propriété privée des moyens de production. En opposant aux capitalistes, qui ferment les usines, le droit des travailleurs au contrôle ouvrier sur la production, en orientant l'action des ouvriers et paysans vers le droit de saisie des biens (usines, terres) des capitalistes, on a alors une toute autre perspective et un tout autre combat que le piètre «arrangement» (éphémère) auquel ont abouti le PCM et le PPM en s'appuyant sur le sentiment légitime des ouvriers et paysans du Lamentin.

Aujourd'hui les militants de ces partis de gauche et les travailleurs qui suivent ces partis, se retrouvent dans une impasse. Car les solutions envisagées pour renflouer l'industrie sucrière, solutions préconisées par la gauche, aboutissent au contraire de ce qu'ils espéraient Mais il ne peut en être autrement tant que ces solutions se présentent dans un cadre général qui n'est pas contrôlée par les travailleurs mais par les capitalistes.

Et si leurs partis les ont conduits à ce replâtrage bénéficiant à Cointreau et Hayot, ce n'est pas par erreur ou par ignorance mais sciemment. Cela fait partie de leur politique. Ceux des militants des PCM et PPM qui se situent sincérement sur le terrain de la classe ouvrière doivent se poser des questions sur leurs partis et sur la volonté réelle de ceux-ci de combattre la société capitaliste.

Claire GOYA

"LA HARPE ET L'OMBRE" d'Alejo Carpentier

Avec son dernier livre «La harpe et l'ombre», c'est le Alejo Carpentier du «Siècle des Lumières» que l'on retrouve.

Mais ici on quitte l'époque de la Révolution française pour aller à la découverte de l'Amérique, trois siècles plutôt.

Ce livre s'apparente au genre du roman historique et comme dans le «Siècle des Lumières», Carpentier y déploie avec une aisance extraordinnaire un talent immense et multiple : historien, conteur, poète, la musique elle-même est présente dans ces textes.

Qu'un tel auteur ait choisit de faire descendre Christoph Colomb de son piedestal pour vivre l'espace d'un roman, la vie des hommes ne pouvait être qu' une réussite. Car l'immense talent de Carpentier le met à l'abri des difficultés et des travers où ce genre du roman historique entraine y compris des écrivains qui ont donné des chefs d'œuvre dans d'autres genres litéraires.

Voilà Christophe Colomb, navigateur et marchand, qui se sait «capable d'offrir au monde une nouvelle image de ce qu'était le monde en réalité» en quête des moyens - argent, bateaux - pour entreprendre la découverte de terres nouvelles. Et là, il faut bien admettre que ses ambitions de «Découvreur» se mêlent à d'obscures motivations, moins louables : ces terres nouvelles seraient riches en objets de valeur, or, épices. Colomb en tout cas fait miroiter de telles possibilités aux yeux de tout commanditaire possible. Et c'est finalement Isabelle, reine de Castille et d'Aragon qui prête argent et bateaux qu'il faudra rendre en rapportant une cargaison précieuse et riche au retour de l'exploration.

Le récit qui fait revivre la jeunesse et la vie aventureuse de Christoph Colomb est conçu par l'auteur comme la confession d'un mourant. Christophe Colomb, au soir de sa vie, en fait le bilan. C'est un récit en forme de plaidoyer. Car à la gloire qu'il connut après ses premiers voyages s'est ajoutée une certaine opprobre. Colomb tombera en disgrâce après ses deux premiers voyages. Et le vieux navigateur, explorateur,se demande toujours s'il fut un charlatan qui trompa son monde, «Le Grand Amiral de la mer océane» ou le serviteur de l'Eglise Catholique, évangélisateur de sauvages ! A travers ce plaidoyer nous avons nous lecteurs la chance de suivre l'évolution qui le conduit à la découverte si importante de l'Amérique.

C'est tout un climat qui est recréé sans longues descriptions, celui d'une époque où la curiosité, les nécessités du commerce jettent sur les routes terrestres ou maritimes des aventuriers qui travaillent au bénéfice de la science et des marchands.

Et lorsque Christophe Colomb arrive en Amérique se pose à lui une question très pressante : «. . .je me disais qu'il était grand temps que le divin métal fit son apparition, car maintenant. . . un nouveau problème m'assaillait : trois caravelles représentaient une dette de deux millions.».

Pressé par la reine, par ses commanditaires, Colomb retourne en Amérique avec pour but d'occuper pour la couronne de Castille et Aragon le maximum de terres et de rapporter or et épices. Et tout commença par là. Les Indiens que Colomb présentait au retour de son dernier voyage comme des gens pacifiques et aimables sont maltraités puis mis en esclavage.Et finalement une grande partie d'entre eux seront exterminés. Colomb assiste au début de cette entreprise ,: l'a-t-il voulu ? Cela ne dépendait même plus de lui. Et c'est sans doute à d'autres conquérants dont la cupidité et la cruauté excités par la recherche de l'or ne connaitront point de bornes que s'adresse cette condamnation : « Mais ce qui ne pourra être oublié, quand tu devras rendre des comptes. . . c'est qu'avec des armes qui avaient trente siècles d'avance sur celles que l'on t'opposa, avec le lot de maladies inconnues qui débarquèrent en même temps que toi, tu apporteras sur tes navires la cupidité et la luxure, la faim de richesses, l'épée et le brandon, les chaines, le cep et le fouet qui allait claquer dans la sinistre nuit des mines ;. . .»

Mais ce livre ne condamne pas pour autant la venue de Colomb an Amérique ; Carpentier est homme de plusieurs cultures, il est originaire de Cuba, a vécu et travaillé en France, a exploré l'Amérique latine, connait les cultures indiennes , il est justement bien placé pour montrer que l'élargissement du monde à partir de l'Europe, s'il se fait au bénéfice de cette Europe, s'il permet ensuite des transformations économiques et sociales qui en feront la maitresse de la planète, entraine aussi tous les peuples dans une marche forcée vers le progrès.

La découverte de l'Amérique s'accompagne du massacre de plusieurs centaines de milliers d'indiens des iles de Cuba à la Barbados.

Ce sont ensuite des razzias incroyables sur le continent américain au Pérou, au Mexique, au Vénézuela,. C'est ensuite la colonisation européenne et l'esclavage. De ces entreprises sanguinaires sortira une société capitaliste, une forme de civilisation qui s'imposera à la planète et qui a conduit les hommes au plus haut degré de connaissance et d'indépendance jamais acquis par rapport à la nature.

Ce livre est intéressant en ce qu'il montre que toute avancée culturelle, tout progrès qui a fait naitre cette société se sont accompagnés de la motivation très terre-à-terre de «faire du commerce».

Instrument du progrès, Colomb disparaissait en ayant «déchiré le voile secret pour pénétrer dans une nouvelle réalité qui dépassait (son)entendement parce qu'il y des découvertes si extraordinaires - et cependant possibles - qu'à cause de leur caractère exceptionnel, elles anéantissent le mortel qui eut l'audace de les entreprendre».

Ainsi conclut avec effroi devant la science naissante l'un de ceux qui contribuèrent à son développement. Beaucoup de voyages seront encore nécessaires pour que l'homme se débarrasse de la peur devant sa propre capacité à entreprendre et découvrir.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728